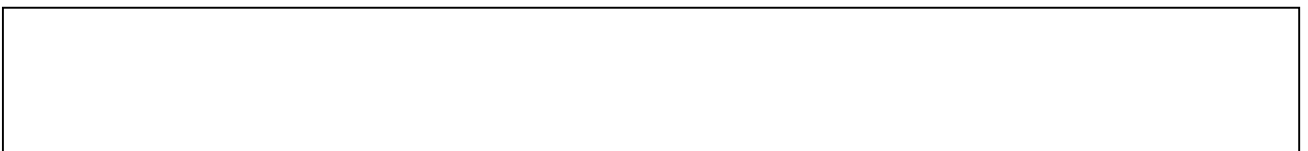


Document technique N°1
Étude de cas comparative sur la
mesure de la corruption
Un modèle pour Madagascar



Document technique N°1
Étude de cas comparative sur la mesure de la corruption
Un modèle pour Madagascar

Abstract

La corruption est devenue un problème croissant pour les bailleurs internationaux, un problème très sérieux d'autant que l'aide étrangère dans certains cas est conditionnée par la réduction de la corruption. Mais est-ce que la démocratie souffre lorsque la corruption est très élevée ? Malheureusement comme la plupart des recherches sur la corruption ont été descriptives, rendant difficile la comparaison entre pays et dans le temps, il devient difficile pour les bailleurs de savoir où et quand la corruption a été réduite. Il existe des mesures de corruption quantitatives mais la plus communément utilisée est la *perception* de la corruption, groupée au niveau national, plutôt que la corruption *vécue* au niveau individuel. Il est difficile de

Document technique N°1
Étude de cas comparative sur la mesure de la corruption
Un modèle pour Madagascar

Par

Professeur Mitchell A. Seligson, PhD
Vanderbilt University Latin American Public Opinion Project (LAPOP)
Département des Sciences Politiques, Vanderbilt University

Ces résultats sont difficiles à interpréter pour plusieurs raisons. Premièrement, ce ne sont que des impressions et perception et non la réalité. Comme on le remarquera plus loin, la preuve impressionniste peut beaucoup varier avec la preuve objective de la corruption. Deuxièmement, ces classements ne donnent qu'un seul chiffre pour tout le pays. Ils ne donnent aucun détail par type de corruption ni où trouve-t-on le plus de corruption. C'est-à-dire, à Madagascar, on ne sait pas si on rencontre la corruption dans les villes ou à la campagne, dans le nord ou dans le sud, sur la terre ferme ou sur les côtes. Troisièmement, on ignore si la corruption touche plus les hommes que les femmes, les jeunes plus que les personnes âgées, les pauvres plus que les riches, etc..

Cette étude examine les mécanismes alternatifs pour mesurer la corruption à Madagascar et suggère que celle développée par le Vanderbilt University Latin American Public Opinion Project (LAPOP) est la plus avantageuse. Elle compare les résultats à partir de nombreux pays en Amérique latine.

La corruption comme menace pour la démocratie. Y a-t-il une relation ?

La corruption à grande échelle est de plus en plus considérée comme l'une des menaces les plus significatives à la démocratisation plus approfondie dans les pays du Tiers Monde en voie de démocratisation. Dans une étude récente, Kurt Weyland avance que la corruption a beaucoup augmenté¹ sous la démocratie et dénonce des facteurs responsables de cette augmentation. Primo, il avance que la dispersion de pouvoir entre les mains de plusieurs personnes (comme c'était le cas lorsque la dictature a été remplacée par la démocratie dans beaucoup de pays du monde) a augmenté l'occasion pour le pot-de-vin. En effet, il y a plus de joueurs de veto aujourd'hui que sous le régime militaire, et par conséquent, il y a plus de pattes à graisser. Secundo, les réformes néolibérales ont augmenté les possibilités de corruption dans pl

À moins qu'il soit connu combien de corruption il y a et si elle augmente ou diminue, on ne peut faire grand chose pour cibler les efforts afin de la réduire. En l'absence des données fiables sur la corruption, les bailleurs internationaux et la commission anti-corruption à Madagascar font face à des difficultés pour cibler leur programme anti-corruption. Peut être, plus important est le fait que sans des informations spécifiques et fiables sur la corruption ils ne peuvent pas déterminer quel impact, si impact il y a, les efforts anti-corruptions ont-ils, ce qui après tout est le fond de la question.

Malgré la contrainte de l'espace disponible étant donné le format imposé par ces brèves notes de recherche, cette étude relèvera le défi qui consiste à élaborer de meilleures méthodes d'évaluation de la corruption dans les six sections suivantes :

- 1/ Un bref bilan de l'utilisation courante des mesures de la *perception* de la corruption.
- 2/ Une discussion de mesures alternatives de la corruption vécue.
- 3/ Une exploration au niveau de la corruption détectée par la série de victimisation de la corruption en utilisant des données provenant de plusieurs pays et tirées des projets d'opinion publique en Amérique latine
- 4/ Un examen de ces données pour déterminer qui sont les victimes de la corruption
- 5/ Une discussion sur les recherches qui donnent une hypothèse sur les effets négatifs et positifs de la corruption sur la gouvernance, en donnant une preuve qui montre combien justement la corruption est dangereuse pour le renforcement de la démocratie, c'est-à-dire que la corruption est un problème.
- 6/ Et finalement, l'article montrera comment les niveaux de corruption peuvent varier énormément au sein d'un pays, comme c'est sans nul doute le cas à Madagascar.

Le défi : Mesurer la corruption à Madagascar⁸

Ce n'est pas étonnant que jusqu'à une période récente, les recherches sur la corruption ont été largement descriptives plutôt qu'empiriques. Etant donné sa nature secrète, la corruption est de façon inhérente un phénomène extrêmement difficile à mesurer –présentant ainsi un grand obstacle pour les chercheurs qui tentent de l'étudier. Dans

corruption (CPI) est très respectée et utilisée partout. TI est doué pour attirer l'appui du public pour les programmes anti-corruption et encourager la transparence et la responsabilité au sein du gouvernement, et l'USAID a donné un appui financier et technique important dans le cadre de leurs programmes de niveau mondial. Récemment, l'index s'est largement fortifié grâce à l'utilisation de diverses sources de données et des moyennes pluriannuelles qui augmentent la précision de la mesure⁹. Le CPI reste la mesure la plus employée pour la corruption, apparentée à la Freedom House pour la mesure de la démocratie. Beaucoup d'économistes se fient au CPI quand ils étudient l'impact de la corruption sur la croissance et l'investissement.

On peut trouver les résultats de l'index de TI pour l'Amérique latine en 2002 dans le Graphique 1. L'index va de 10, où le pays est considéré comme étant « vraiment propre » à 0, pour les pays qui sont considérés comme "extrêmement corrompus". Le rapport 2002 aligne 102 pays et trouve 70 pays, parmi lesquels beaucoup de pays les plus pauvres du monde, avec des points au-dessous 5 sur 10. Pour comparer, il est important de noter que les pays qui ont un point supérieur à 9 sont la Finlande, le Danemark, la Nouvelle-Zélande, l'Islande, Singapour et la Suède. Comme l'on voit dans le Graphique 1, aucun pays d'Amérique latine ne marque un point aussi élevé, avec le Chili qui a la note le plus élevée 7,5. Seul un autre pays marque au dessus de 5, l'Uruguay (5,1) tandis que tous les pays latino-américains sont pires, les plaçant parmi les 70 pays de la queue. Il est évident, d'après cette information que la corruption en Amérique latine, du moins telle qu'elle est mesurée par l'index de perception de TI, est un problème sérieux.

Tout aussi révélateurs que ces résultats puissent sembler, nous devons considérer leurs limitations. Les notes sont basées sur les séries d'études effectuées par différentes organisations et incluent une mesure provenant de l'Economist Intelligence Unit, le Price Waterhouse Cooper's Opacity Index, ainsi que des données de Freedom House. Ces sources de données reposent lourdement sur les impressions des hommes d'affaire, ce qui est une assez bonne source de données, quoique limitée. La grande force de ces sources de données constitue aussi une faiblesse. Elle exploite les perceptions des individus dans le monde des affaires internationales et donc bons dans l'évaluation des transactions commerciales, mais ils sont faibles pour exploiter la gamme complète des activités des citoyens des pays évalués. Ce ne sont pas des activités commerciales et donc exigeant une autre sorte de données. En plus, le problème avec les données provenant de telles sources est qu'il est difficile de séparer le stéréotype de la réalité. Ces indices n'essaient pas d'indiquer la fréquence d'incidences réelles de pots-de-vin dans les pays étudiés, mais la *perception* des pays par les répondants. Bien sûr, il se peut que cela soit basé sur leur propre expérience ou sur celles qu'ils ont entendues à propos d'un pays précis. Dans le cas de Madagascar, le CPI n'est basé que sur quelques sources d'information externes. Considérons un autre cas que nous avons analysé en détail, à savoir celui du Paraguay - longtemps considéré par la plupart des experts de l'Amérique latine comme un pays endémiquement corrompu. C'est aussi un pays qui dispose de peu d'investissements étrangers et très peu d'arrangements d'affaires internationales. Selon la Banque Mondiale par exemple, le flux net du capital privé pour le Paraguay en 2000 était un passif de \$ 16 millions et le total de l'investissement direct étranger au Paraguay était seulement de \$ 82 millions dans une économie de PIB de \$ 6,9 milliards. Les investissements directs étrangers au Paraguay se montent seulement à près de 1% du PIB, un niveau de 1/6 par rapport à son voisin le Brésil. Combien des répondants dans les études sur les opérateurs utilisés par les sources de données et dont les perceptions étaient incorporées dans le CPI avaient réellement fait des opérations au Paraguay ? Il y a de fortes chances que pas beaucoup. Au contraire, il semble que les mesures du Paraguay soient basées sur un stéréotype qui peut ou ne peut pas être étroitement lié à la réalité. De plus, alors que TI obtient ces données à partir de 15 sources différentes, les résultats du Paraguay émergent de 3 sources uniquement, parce que si peu de sources de données ont un échantillon

évaluée à partir de huit sources. En effet si on examine de près le nombre de sources utilisées pour l'Amérique latine, on découvre qu'à l'exception des plus grands et des plus riches, la plupart ont été notés par une poignée de sources, ce qui mène à avoir des doutes quant à la fiabilité de l'information.

Il existe une autre complication supplémentaire avec le CPI: il peut souffrir d'un « problème d'endogénéité. » C'est que les résultats du CPI peuvent être fortement influencés par des facteurs autres que l'observation directe des participants. Considérons le cas de l'Argentine. En 1995, quand « l'Argentine était l'enfant chéri de la communauté du développement », ayant avancé rapidement dans les programmes de privatisation, elle a obtenu une cote de 5,2 sur une échelle de 0 à 10 par TI. En 2002, toutefois, l'économie argentine était en ruine, et sa cote a chuté à 2,8. Si l'Argentine a retenu sa cote de corruption de 1995, elle aurait été classée deuxième dans toute l'Amérique latine et parmi les premiers pour les pays en développement. Mais jusqu'en 2002, elle a chuté pour atteindre la moitié inférieure en l'Amérique latine. Est-ce que cette chute précipitée dans l'index reflète une augmentation putative de corruption, fonction d'une croissance soudaine réelle de la corruption ou est-ce que ceux qui ont répondu aux enquêtes de CPI commencent à noter un manque de logique entre la faiblesse de la performance économique basse et les points de TI raisonnablement faibles aux niveaux de corruption ?

col
pag

2.00 4.00 6.00

construit un index basé sur les reportages relatifs à la corruption¹² dans les journaux. L'avantage de

Équateur et en 2003 ont été menées dans d'autres pays dans le monde¹⁴. Les enquêtes de la Banque Mondiale contiennent généralement des échantillons de public national, mais comprend également des échantillons spécialisés des entreprises utilisatrices de service et des agents de l'État. De ce fait, ils peuvent attaquer la corruption à partir de divers angles. De plus, la Banque Mondiale a fait des efforts pour calculer le coût de la corruption en demandant aux répondants d'indiquer la valeur du pot-de-vin sollicité ou payé. Les études de la Banque Mondiale, toutefois, n'incluent pas les questions concernant les attitudes à l'encontre de la démocratie, si bien qu'il est impossible de voir comment la corruption pourrait toucher la démocratie.

À Vanderbilt University, l'effort consiste à mesurer la corruption et son impact. La corruption est mesurée à travers une expérience personnelle directe. Au cours d'une étude publique d'opinion des valeurs démocratiques et comportements, qui est généralement appliquée à un échantillon de probabilité (c'est-à-dire échantillonnage aléatoire) de la nation étudiée, un module de questions sur l'expérience de la corruption a été développé et affiné depuis sa première application en 1996¹⁵. Dans cette approche, on demande aux répondants une série de questions rapportant leur expérience avec la corruption pendant l'année qui précède l'étude. On peut essayer une étude qui couvre un cadre temporel plus long, mais la fiabilité de la mémoire est non seulement problématique pour des périodes longues, si la commission anti-corruption de Madagascar essaie de réduire la corruption à travers un projet spécifique, il est particulièrement important de limiter le temps pour que l'impact du projet puisse être repris dans les mesures ultérieures. Ces études incluent donc la « Variable indépendante » clé (c'est-à-dire : la victimisation de la corruption) et la « Variable dépendante » clé (c'est-à-dire : la confiance dans le système gouvernemental) de sorte que l'impact du premier sur ce dernier peut être mesuré, en contrôlant les autres facteurs (par exemple, répondant, revenu, éducation, genre, région, affiliation de parti, etc...).

On décide des formes de corruption mesurées selon les groupes cibles et celles-ci sont celles jugées les plus communément expérimentées en Amérique latine. Les rubriques varient d'un questionnaire à l'autre, mais les questions suivantes sont communes à un certain nombre d'entre elles :

- arrêté par un policier pour une fausse infraction à la loi.
- interpellé pour payer un pot-de-vin¹⁶ à un policier
- témoin d'un pot-de-vin payé à un policier ;
- témoin d'un pot-de-vin payé à un fonctionnaire;
- demandé à payer une somme illégale pour faire une transaction au gouvernement local
- demandé de payer un pot -de- vin au travail ;
- demandé de payer un pot-de-vin à la cour;
- payer des pots-de-vin pour une utilité publique afin de ne pas payer l'entière facture ;
- demandé de payer un pot -de -vin dans le système éducatif et
- demandé de payer un pot-de-vin pour des services de santé public/système hospitalier....

¹⁴ Voir Comité Nacional de Integridad et World Bank-CIET International. 1998. *Encuesta nacional sobre integridad y corrupción en la administración pública: Encuesta de hogares*. Managua. Voir aussi World Bank Institute. "Ecuador: Governance and Anticorruption Empirical Diagnostic Study; Evidence from Surveys of Households, Enterprises, and Public Officials." Washington, D. C.: World Bank, 2000.

¹⁵ Les enquêtes qu'on rapporte dans ce projet sont tous des échantillons effectués à différents moments de 1998 à 2002 au El Salvador, en Équateur, au Paraguay et en Bolivie. On est actuellement en train d'ouvrir un site web où ces données sont accessibles facilement. Chaque échantillon a entre 2 500 et 3 000 répondants, sauf pour le Paraguay qui n'en a que 1 463. La première enquête au Nicaragua a été effectuée avec Casals & Associates. Je voudrais remercier Dr Sergio Diaz-Briquets de Casals, Vice-Président de Casals & Associates et Dr Andrew Stain, aujourd'hui au Département d'Etat, pour leur assistance au début des travaux. Dr Orlando Pérez de Central Michigan University a assisté dans des études plus récentes au Honduras et en Équateur.

¹⁶ Le mot pour "pot-de-vin" en espagnol diffère d'un pays de l'échantillon à l'autre. En Amérique Centrale, l'étude a généralement utilisé le mot "mordida" tandis qu'en Amérique du Sud le terme "coirna" a été utilisé. Dans les deux régions, cependant, l'autre terme "sohorno" a été utilisé.

Le lecteur notera que la plupart des rubriques dans ces séries focalisent sur la corruption directement vécue par les répondants mais que certains portent sur les observations des répondants quand les pots-de-vin ont été payés par des tiers. Nous l'avons qualifié de « corruption indirecte » ou « corruption par procuration ». Dans chaque pays où l'étude a été effectuée, il a été constaté que le vécu personnel avec la corruption est moins fréquent que la corruption indirecte ou la corruption par procuration. La raison en est qu'il se peut que les individus ne rapportent pas tout de leur propre expérience avec la corruption par peur que ce rapport ne les conduise à des problèmes judiciaires. La focalisation de recherche en groupe a montré qu'un problème de "sous-rapport" existe mais il est limité. D'autre part, dire qu'on a vu quelqu'un payer un pot-de-vin pourrait être une façon de rapporter réellement sa propre expérience de pot-de-vin avec l'avantage de pouvoir se rétracter. Or, il est possible que ces rapports sur l'observation de corruption pourraient être exagérés - rapportant plus sur la perception que la réalité. Dans l'analyse des données dans cet article, l'intérêt porte presque entièrement sur les expériences directes avec la corruption.

Une seconde observation à propos des séries de questions relève de la corruption dans les écoles et dans la santé publique. Les recherches sur le groupe d'intérêt démontraient que les usagers de ces services ont tendance à très bien connaître les règles du jeu. Si par exemple, l'éducation primaire est sensée être gratuite, beaucoup de citoyens considèrent qu'elle est corrompue si les enseignants demandent des frais, même si ce sont des frais pour acheter des livres ou matériels qui devraient venir de l'Etat. Pour cette raison les séries de questionnaires originales se réfèrent à des "paiements impropres" dans les écoles ou les cliniques de santé. Toutefois, quelques critiques à ces questions ont suggéré que ces paiements n'étaient par vraiment des signes de corruption mais plutôt une réflexion sur la mauvaise situation du financement public des services humanitaires. Afin de focaliser directement sur la corruption elle-même, ces éléments ont été changés dans les plus récentes administrations de questionnaire et on a abandonné le terme "paiements impropres" pour le remplacer par « pot-de-vin ». Ce changement a été le résultat d'une légère diminution du nombre des actes de la corruption rapportés dans le service de santé et une diminution plus marquée dans les rapports sur des actes de corruption à l'école. Et même avec ces ajustements, les niveaux restent malheureusement élevés comme indiqué ci-dessous.

L'analyse des données de la victimisation a été menée des deux façons suivantes. Premièrement quand la forme particulière de la corruption est l'intérêt (peut être pour développer une campagne anti-corruption visant une forme particulière de corruption) chaque rubrique est choisie pour être analysée de sorte que la forme particulière de corruption peut être mise en exergue. La deuxième approche consiste à former une échelle globale de la corruption de sorte que les expériences totales peuvent être examinées et reliées à leur impact sur les variables individuelles, telle que la légitimité politique. Quand elle est formée comme une échelle, on trouve que les rubriques sont fiables (Cronbach Alphas de près de 0,75 selon le pays).

Limites de la Mesure de la victimisation par la corruption

Aucun système pour mesurer les attitudes ou les comportements n'est sans limite, et la mesure de la victimisation par la corruption souffre des deux, ce qui sera relevé ici.

Est-ce que tous les répondants ayant vraiment payé un pot-de-vin sont des « victimes ? » Peut-être que les payeurs de pot-de-vin ne sont pas tous des victimes, mais sont en fait des participants consentants dans la transaction, cherchant délibérément à contourner les règles et réglementations pour atteindre leurs propres objectifs. De tels individus ne peuvent pas alors être « victimes » mais sont des « clients » consentants dans un rapport de patron/client avec le preneur du pot-de-vin. En revanche, si le système était *équitable* et *efficace*, il n'y aurait pas de raison pour les citoyens de devenir des clients. Si la police n'avait pas arrêté régulièrement des automobilistes qui n'ont rien fait de mal en Amérique latine, alors il n'y aurait eu aucune raison d'offrir de payer un pot-de-vin. De la même façon, dans les exemples, quand l'automobiliste commet réellement une infraction de circulation et cherche à éviter une contravention et l'amende correspondante, un agent

de police honnête ne demanderait pas ou n'accepterait pas un pot-de-vin. Si le secteur public était juste et efficace, les gens pourraient obtenir facilement le service. Ils cherchent (par exemple, un permis auprès de la commune) et il n'y aurait aucun besoin de payer un pot-de-vin. En outre, si on cherchait à éviter de payer des droits élevés légalement établis pour un service et que les fonctionnaires étaient honnêtes, aucun pot-de-vin ne serait accepté. Bref, tant qu'il est toujours possible de considérer les « victimes » de la corruption comme des « partenaires » dans la corruption, la corruption serait en grande partie futile si ce n'est pour l'inefficacité et complicité d'un secteur public corrompu.

L'approche de l'étude est défectueuse parce qu'elle mesure seulement la petite corruption, mais elle est incapable de mesurer beaucoup des grandes corruptions. Cette critique est valable, mais seulement à un degré limité. Il est vrai que les études du public ne mesurent pas—et n'essaient pas non plus de mesurer—la grande corruption (par exemple, les pots-de-vin payés aux ministres ou aux législateurs). Mais, ce serait une grave erreur d'imaginer que cette petite corruption ne correspond pas fortement au degré de corruption au sommet. Il n'est simplement pas raisonnable d'imaginer qu'un système politique qui est très corrompu au niveau de transactions quotidiennes (police, gouvernement local, écoles, banques, etc.) serait propre au sommet. De la même façon, il est difficile d'imaginer la situation inverse avec .9(hdtresa-aginerlv0élevés6sif)Is(e)7(st tr(e)7(sc corromset cor

Impact de la victimisation par la corruption
sur la perception de la corruption

T

Récemment, le WBI s'est penché sur la corruption au niveau des utilisateurs de service. Dans les questions d'analyse jusqu'à présent, tous les citoyens sont, du moins d'une certaine manière, des utilisateurs des services de la police. Mais, pas tous (ou même la plupart) les citoyens font usage du système de tribunal. Pour se concentrer sur les utilisateurs de services publics, Vanderbilt University a récemment ajouté des questions à l'enquête.

On a d'abord demandé aux répondants s'ils utilisent le service, ensuite on leur demande s'ils ont dû payer un pot-de-vin pour utiliser ce service. Les questions posées portent sur la pratique de la corruption quand on fait une transaction auprès du gouvernement local, utiliser le système judiciaire, envoyer des enfants aux écoles publiques, et accès à un service public de santé (par exemple, cliniques et hôpitaux). Les résultats en Équateur se trouvent dans le Graphique 9 et ils sont très troublants. On devrait retenir que l'Équateur s'est déjà montré comme pays à corruption élevée, du moins comparé à l'Amérique Centrale, basé sur les données de Vanderbilt University et aussi de la perspective du WBI (d'après les données de la Banque Mondiale sur la lutte contre la corruption, l'Équateur occupe le dernier rang en Amérique latine). Les résultats de l'enquête pour l'Équateur

victimes de la corruption. Une fois qu'ils quittent la maison parentale et qu'ils sont installés dans leurs propres foyers, cependant, ils sont en plus grand contact avec la bureaucratie, et c'est alors qu'ils sont davantage victimes de la corruption. En revanche, une fois que les Latino-américains vieillissent et commencent à se retirer des engagements actifs de la plus grande société, les victimes de la corruption descendent en chute libre. En El Salvador (Graphique 13), les victimes par la corruption atteignent abruptement un pic dans la tranche d'âge de 21 à 30 ans, et après chutent rapidement. En Bolivie (Graphique 14), où en géné

apparemment mineures peuvent miner lentement la légitimité politique. »²⁰ Malheureusement, bien que la Banque ait présenté des preuves importantes que la corruption affecte négativement l'économie, elle n'a fourni aucun support pour les allégations que la petite corruption (ou même la grande corruption) mine la légitimité politique. Alors que la Banque a présenté une grande quantité de preuves sur le niveau de la variable indépendante (corruption), elle n'a présenté aucune évidence correspondant à la variable dépendante (légitimité politique). Les enquêtes plus récentes du WBI, rapportées ci-dessus, font usage d'une mesure multi-index du gouvernement, y compris les per présenté4ur le nees2.8()l(b)-q33ph5 TDêtr

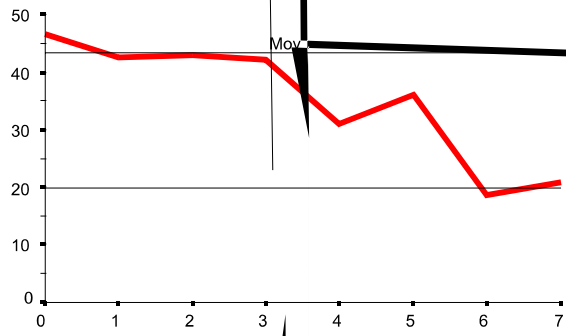
base du gouvernement plutôt qu'à innover un support à l'intention du membre du gouvernement²⁸. On a demandé aux répondants (1) Dans quelle mesure les tribunaux garantissent-ils un procès juste ? (2) Quel respect avez-vous vis-à-vis des institutions politiques du pays ? (3) Quelle fierté éprouvez-vous à vivre dans le système politique du pays ? (4) Quel appui donnez-vous au système politique du pays ? et (5) Avez-vous confiance en la police ? Pour faire le métrique cohérent avec la tranche de mesure de la corruption-expérience, les articles ont été compilés en une échelle globale et sont transformés en une base de 0-100. L'échelle sans son ensemble était fiable pour chaque pays aussi bien que pour les données regroupées (l'article regroupé standardisé l'Alpha=0.78 de Cronbach; la moyenne en inter-article $r=0.37$).

La première tâche consiste à déterminer si la corruption a un impact négatif ou positif sur la légitimité. Quand un citoyen paye un pot-de-vin ou bien pour recevoir un service public ou alors pour éviter des sanctions pour une accusation de violation de la loi, on peut avoir deux réactions quant à la perception de la corruption. D'une part, le pot-de-vin pourrait être vu comme un « droit d'usage », tout comme le péage qu'on consent à payer pour emprunter une route ou bien accéder à un terrain de camping. Ceux qui paient de tels droits peuvent considérer l'évaluation et le paiement comme une transaction entièrement légitime, n'impliquant aucune évaluation négative du système politique. En effet, un individu qui paie un « droit de traitement » pour faciliter l'octroi d'un permis de conduire, par exemple, pourrait être content du système qui permet l'octroi même de ces permis alors que les conditions requises (examen de la vision, les tests de conduite, etc.) n'ont pas été satisfaites. Ou bien, l'individu peut sentir que les salaires payés aux fonctionnaires publics restent faibles afin que les taxes aussi restent faibles; mais ceux qui utilisent le service devraient payer légitimement des droits d'usage pour ainsi compenser les salaires de fonctionnaires.

Ceux à qui on demande de payer des pots-de-vin peuvent avoir une réaction entièrement différente concernant l'expérience, considérant le pot-de-vin non pas comme un droit d'usage approprié, mais comme ce que les économistes appellent un « DUP », une activité à but lucratif directement improductive, autrement connu sous l'appellation "chercheur de loyer". Quand un agent de la municipalité demande un paiement au-delà du prix officiellement établi pour traiter un acte de naissance, le paiement représente une valeur en plus du prix établi, et on peut alors considérer cela comme un comportement du chercheur de loyer. Chercher un loyer est seulement possible parce que ceux qui ont demandé un loyer (sous la forme d'un pot-de-vin) ont obtenu une licence de l'état (pas officiellement) pour le faire. Nous pouvons prédire, par conséquent, que les individus qui considèrent les droits comme une recherche de loyer ont probablement des vues négatives à l'égard de l'état.

Les résultats empiriques pour tester ces deux réactions possibles sont présentés en détail dans une publication académique²⁹ où l'ensemble des données de Vanderbilt University sur les pays sont étudiées. Pour ce bref résumé, les résultats de Nicaragua qui sont parallèles à ceux d'autres pays peuvent être examinés. L'échelle de la légitimité descend de façon constante et la victimisation par la corruption augmente, descen

Impact de la victimisation par la corruption sur la légitimité au Nicaragua



Sig. < .001

extrêmes qui, fréquemment ont lieu dans les nations développées